

ÉDITO 

DÉCROISSANCE

Le mot fait tâche dans l'esprit du moment, tout feu tout flamme du ruissellement sans frein vanté par nos grands décideurs ! Ca sent la récession, la naphthaline, le monde d'antan éclairé à la lampe à pétrole. Partout, que l'on soit pauvre ou riche, chacun devrait vanter la croissance comme credo de la transformation sociale et environnementale. Transports publics, santé, chômage, éducation, tout cela n'est possible que si la valeur marchande de la production augmente par cette foutue croissance, chimère de tous les économistes, mantra des ministères et baromètre du PIB. Celle sans qui rien ne va plus, mais qui une fois passée au tamis de la sobriété et du progrès technoscientifique permettra de poursuivre le grand récit capitaliste sans douleur grâce aux investissements, grâce aux marchés... et grâce au travail fourni. Des décennies qu'on nous rabâche le même disque rengaine de la technique et de la richesse versus le poids des déficits publics. Des décennies pourtant que les inégalités augmentent, que le modèle s'effondre et que la planète explose.

Car derrière le recyclage des mots "résilience", "adaptation", "finance verte", se cachent les tentatives pour ramener dans le giron du PIB tout ce qui peut faire illusion dans l'obsession du chiffre. Résultat, le plan de sobriété énergétique est creux et sans mesures radicales ni objectifs environnementaux qui viendraient encadrer, restreindre ou interdire la production et la consommation de certains biens et services particulièrement nocifs. Tel est le choix de l'exécutif, qui, non content de rater ce moment historique qui permettrait de transformer en profondeur la société et son appareil productif, préfère passer en force sur toutes les options disponibles dans un déni complet de la démocratie pour mieux masquer une politique du chiffre et un budget de classe totalement irresponsable. Le triple 49.3 déclenché par le gouvernement sur les projets de lois de finance du budget et de la Sécurité Sociale en dit long sur la politique d'austérité du quinquennat qui vient. Car le président Macron l'a dit : si nous voulons pérenniser notre modèle social, il va falloir travailler plus et surtout produire plus. Autrement dit plus longtemps ! Au nom de «la cohérence, de l'action et des résultats !» Le logiciel reste donc toujours le même, sans ambition de revirement fiscal pour faire entrer de nouvelles recettes et agir dans le sens de l'urgence du moment. Pas de taxe sur les superprofits, rien contre la flat tax, rien pour un retour de l'ISF, rien ou

presque pour la rénovation des bâtiments publics, rien pour la gratuité des transports, rien pour les étudiants et les universités, rien contre les grands projets climatiques que sont les JO, les méga-bassines ou la 5G. Juste quelques mesurettees laissées au bon vouloir de chacun qui sous couvert de nous inciter à rouler moins vite, à mettre des cols roulés ou à télé-travailler tous cloîtrés à 19 degrés, permettent encore pour un temps aux plus riches d'aller skier en jets dans des stations sous cloches alimentées par des canons à neige.

Faisant donc fi d'engager une profonde rénovation de nos infrastructures, de notre économie et d'ouvrir le débat sur la revalorisation des salaires dans un contexte d'inflation tendue, le gouvernement campe sur sa politique de maintien des baisses d'impôts pour les riches et revendique la compétitivité des marchés et de l'attractivité fiscale qui font foi dans le monde des affaires. Tout semble fait pour protéger l'unité et la solidarité d'intérêts particuliers dans une domination de la finance privée et de l'actionariat, qui ne saurait être confondu avec « les intérêts de la nation ». Nous savons que la prochaine Cop sera à son tour noyauté par les lobbies de l'industrie et de la finance réunis pour organiser le green-deal et les règles de leurs investissements fossiles sans que les gouvernements ne cillent. C'est donc à nous, citoyens de repolitiser les débats pour agir, alerter, mobiliser et tenir dans le rapport de force qui s'annonce. Si nous voulons ralentir et enfin atterrir comme le pensait feu Bruno Latour pour nous choisir un autre avenir possible, "décroissance" ne doit plus être un vain mot !

JN

 AGENDA 

Evénements Attac93sud

9 novembre : Soirée ciné/débat Attac93Sud : Projection du film «L'hôpital, la république en panne» (Off investigation) et débat en présence de la réalisatrice et d'acteurs syndicaux, 19h30 Salle Résistance Montreuil.

Evénements Attac national

3 novembre : Soirée d'hommage à David Graeber en partenariat avec Mediapart, Attac et Les Liens qui Libèrent, 19h à la Maison Ouverte, à Montreuil.

19 et 20 novembre : Rencontre des Comités Locaux At-



tac France à Paris.

25 et 28 novembre : Black Friday et Cyber Monday

actions des CL Attac contre Amazon et les criminels climatiques.

Événements partenaires

Du 7 au 12 novembre : La coalition COP27 appelle les organisations de la société civile et les militants à se mobiliser et à organiser des actions décentralisées dans leurs villes et villages. Actions des CL Attac Criminels Climatiques (Toxic tour, Collages, Die in).

17 novembre : Les politiques migratoires de la France et de l'Union Européenne en débat. Club d'histoire de Montreuil, 19h à la Bibliothèque Robert Desnos. Exposé de Hervé Brussier et Jean-François Pessis.

19 et 20 novembre : Fête des 10 ans de la résistance à l'opération César – ZAD Notre Dame des Landes. Banquet, exposition, marche, cabaret, son...

24 novembre : 2^e édition de la journée nationale de la précarité énergétique



L'histoire du rabout et des retraites

Emmanuel Macron et son gouvernement s'obstinent pour des raisons purement idéologiques à engager une énième réforme des retraites, la précédente (2019/2020) ayant été retoquée par un important mouvement social.

La grande bourgeoisie et le capital financier tentent depuis plus de 50 ans de remettre en cause un acquis du monde du travail, la retraite à 60 ans obtenue en 1981. La droite soutenue par les milieux financiers a voulu imposer la retraite par capitalisation (Loi Madelin dans les années 1980), puis la réforme Balladur a été instaurée en 1993 (calcul en se basant sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures dans le privé), s'en est suivi le plan Juppé en 1995 (attaque en règle contre les retraites des agents publics) qui a suscité un très fort mouvement social, la réforme Fillon en 2003 et en 2010 (très important mouvement social dans le secteur public) et enfin la réforme proposée par Marisol Touraine et François Hollande en 2014. Quant aux syndicats sensés défendre les

intérêts des travailleurs, la CFDT et la CGC se sont toujours rangées du côté du patronat pour accompagner les reculs sociaux.

Remettre en cause le droit à une retraite décente dès 60 ans a été l'obsession du patronat, de la droite et des milieux financiers. A chaque fois des arguments fallacieux sont invoqués, comme celui qui affirme que les caisses sont vides car le rapport entre actifs et retraités s'inverse au profit des actifs. Il serait préférable de réduire le chômage et d'augmenter de manière conséquente les salaires, qui servent de base aux cotisations sociales, au lieu de distribuer des primes pour régler le problème. Ils invoquent aussi l'accroissement de l'espérance de vie. Mais la durée de vie en bonne santé n'est jamais prise en compte. N'est-il pas important de profiter de la retraite en bonne santé, alors que les conditions de travail se sont fortement dégradées tous secteurs confondus ? Rappelons aussi qu'un nombre important de travailleurs est au chômage ou en inactivité bien avant 60 ans.

Aujourd'hui Macron et ses soutiens souhaitent faire passer l'âge de la retraite à 65 ans et pousser les gens à opter pour une retraite par capitalisation. Les rapports du Conseil d'Orientation des Retraites affirment cependant qu'il n'y a aucune urgence à réformer le système de retraite. Le mouvement populaire doit donc être suffisamment fort pour empêcher Macron de casser 50 ans de conquises sociales.

DR

(Lire à ce propos [l'excellent papier de Christiane Marty](#) membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic)

Traité sur la charte de l'énergie : une brèche ouverte !

Emmanuel Macron a annoncé fin octobre le retrait de la France dans le Traité sur la charte de l'énergie (TCE). C'est une très bonne nouvelle qui est le fruit d'un long travail d'alertes et de mobilisations menées par la société civile, auxquels [le collectif Stop CETA Mercosur](#) et ses partenaires ont activement pris part.

Le TCE incarne pleinement les règles et les institutions de la mondialisation qui ont fleuri dans les années 1990 et 2000 et qui aujourd'hui retardent et bloquent la transition énergétique. Nous ne pouvons plus accepter un traité qui permet à des industriels de poursuivre des États pour fermeture de centrales au charbon (Pays-Bas), interdiction de forages pétroliers (Italie), restriction d'exploitations néfastes (Slovénie) et mesures de soutien aux énergies renouvelables (Espagne, France). Pour la première fois donc ce type d'institutions qui

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



organisent la mondialisation du commerce et de l'investissement sont reconnues officiellement comme antinomiques avec la lutte contre le réchauffement climatique. Une brèche est ouverte !

Cependant, une nouvelle version du TCE est en cours d'approbation par le Conseil de l'UE. Ce traité modernisé prévoit notamment de prolonger la protection des investissements dans les énergies fossiles. Son adoption pourrait avoir lieu lors de la conférence des États-membres du TCE le 22 novembre prochain en Mongolie. Car si la France a en effet choisi de se retirer du TCE, elle n'a pas annoncé voter contre le TCE modernisé, tout comme les Pays-Bas ou l'Espagne. Il est donc important que les États-membres de l'UE ayant décidé de se retirer du TCE exigent conjointement le retrait de ce dernier. Pour cela, la France doit s'y investir diplomatiquement et avec détermination, car le TCE n'est pas encore mort...

JN



Ces arbres que l'on abat !

Les 26 et 27 octobre les arbres de l'avenue Gabriel Péri ont été abattus alors que la concertation publique n'était pas achevée. L'autorisation préfectorale a été apposée le matin même de l'opération, empêchant ainsi tout recours administratif légal alors même que les associations engagées dans la protection des arbres demandaient la publication des analyses scientifiques justifiant leur abattage. Des expertises évoquées, mais sans preuves tangibles lors de la seconde réunion publique du 13 octobre. Au prétexte donc de réguler le flux du bus 127 et d'élargir la voirie pour créer une double piste cyclable, 36 arbres cinquantenaires ont été abattus sans envisager aucunes autres alternatives (piste à une voie, soins des arbres, replantage progressif). Nous avons affaire là à des accapareurs qui, sous couvert de « charte des arbres » ou de « charte canopée » signées par le département, saccagent le vivant et bafouent la concertation publique. Il est grand temps qu'ait lieu un débat à Montreuil sur la transition écologique de la ville. Attac appelle à la mobilisation !

JN



L'essence du conflit

Le 27 septembre, suite à de longs débats au sein de la direction de la FNIC CGT (dont dépend Total, entre autre industrie de la pétrochimie) les salariés du raffinage ont lancé un mouvement de grève entraînant d'importantes conséquences pour les français. La raffinerie d'Exxon-Mobil à Fos-sur-Mer avait déjà commencé une grève en amont suite aux provocations de leur direction sur les revendications de la CGT liées au salaire. Les salariés de ce groupe revendiquaient une hausse des salaires en lien avec les bénéfices faramineux de cette société américaine. C'est donc suite à ce démarrage que les salariés de Total ont lancé leur mouvement de contestation. Et quel mouvement !

Le manque d'essence a été rapide car toutes les raffineries Total se sont massivement arrêtées. La grève s'est enracinée et le gouvernement a été obligé de supplier le pétrolier de prendre rapidement des mesures. Les syndicats n'ayant pas appelé à une seule minute de grève ont même signé un accord collectif que la direction de Total a été obligé de négocier avec eux. Lors de ce simulacre de négociation, la CGT a rapidement quitté la séance, la direction de Total n'ayant manifesté aucune intention de négocier une hausse de salaire à la hauteur des revendications des grévistes (10% d'augmentation).

Au niveau national, la CGT a choisi d'élargir le mouvement de grève et de le généraliser. Une réunion extraordinaire a eu lieu et une initiative de grève interprofessionnelle et intersyndicale a été lancée le 18 octobre avec succès. La marche du 16 octobre contre la vie chère a permis aussi de montrer la colère ressentie par de nombreux salariés de ce pays. Le mouvement n'est cependant pas encore assez vaste et généralisé malgré les belles mobilisations dans d'autres secteurs stratégiques (centrales nucléaires, terminaux pétroliers, etc.).

Cette grève massive au sein des raffineries est à mettre en parallèle avec l'important mouvement de grève de 2010. Le constat d'aujourd'hui est celui d'une réelle perte de pouvoir d'achat due à l'inflation galopante avec « en même temps » une distribution toujours plus importante de dividendes aux actionnaires. Comment une société comme Total, qui a dégagé 18 milliards de bénéfices en un semestre, peut autant se moquer de ses salariés ? Et que penser de Patrick Pouyanné, son PDG, qui ose se lamenter sur la soi-disante augmentation de 52% de son salaire, alors qu'il touche en moyenne 5 millions d'euros par an.

Ces bénéfices record existent uniquement grâce aux efforts des travailleurs. La répartition doit donc être autre chose que ces misérables augmentations de salaire ou ces primes Macron qui ne sont que des sparadraps sur

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr



des jambes de bois. Le salaire socialisé reste la pierre angulaire de notre modèle social qui permet que des cotisations assurent la protection sociale (retraites, sécurité sociale, etc.).

La dernière provocation du gouvernement a consisté à mettre en place des réquisitions, cassant le droit de grève, sans que la justice ne s'y oppose malgré la plainte de la CGT. L'illégalité est pourtant évoquée, l'OIT l'ayant récemment souligné dans un avis. Il n'y a malheureusement pas de tribunal des affaires sociales dépendant de l'ONU... La poursuite des affronts du gouvernement, comme la le récent recours au 49-3, risque de propager le feu à d'autres secteurs. De nouvelles actions intersyndicales et interprofessionnelles sont déjà programmées, comme la journée de grève du 10 novembre.

PC



LECTURES



La sobriété, c'est la décroissance !



Dans le contexte actuel de la fin de l'abondance supposée de certaines pratiques, du greenwashing organisé par les multinationales et de la bifurcation introuvable tant les discours indécents étouffent les revendications sociales et les aspirations au changement, le livre récent de Timothée Parrique (*Ralentir ou Périr* *) éclaire de manière passionnante l'obsession collective

et aliénante du PIB et de la croissance sur nos politiques publiques.

Par cet ouvrage, Timothée Parrique nous invite à réfléchir selon trois temps distincts face à l'immense défi de la sobriété : comprendre en quoi le modèle de la croissance est une impasse (le rejet), dessiner les contours d'une économie post capitaliste (le projet), concevoir la décroissance comme le moyen d'y parvenir (le trajet). L'auteur démystifie d'abord les pièges de la croissance, ses faux indicateurs, son récit mensonger et son idolâtrie pour mettre à plat tout ce que le capitalisme a de plus pervers : accumulation des biens, valeur ajoutée des marchés, vitesse et rentabilité de production, dividendes incandescents, sélection par le pouvoir de l'argent... L'auteur s'attache à démontrer comment l'économie capitaliste nous fait confondre le progrès anthropologique vital des individus (satisfaire des besoins nécessaires avec le minimum de ressources) et le progrès technique des économistes (production de valeurs monétaires qui donne l'illusion de richesse et de croissance). Or, le second, précise-t-il, se fait toujours au détriment de l'autre, et s'accompagne depuis des décennies du déclin de la production écologique et sociale. Plus on sert la ceinture

de la dette et que l'on rabâche le récit de la croissance pour sauver notre modèle social, plus les pauvres sont pauvres, plus les riches deviennent riches, plus les services publics se dégradent et plus la planète flambe. Car le PIB, la croissance et leurs mirages d'endettement sont borgnes quant à la suffisance économique, ils sont aveugles au bien-être humain, sourds à la souffrance sociale et muets sur l'état de la planète... Ils font abstraction de la nature et de l'humain dans tout ce qu'ils ont de non-marchand. Un arbre par exemple n'a de valeur capitaliste qu'une fois coupé pour en faire du bois de chauffe ou être vendu transformé, mais sa propre production pour la biosphère et la vie sur terre (fabrication d'oxygène, captation de CO₂, îlot de fraîcheur, accueil de biodiversité, régulation de la pollution) ne compte pas.

C'est en ce sens que Timothée Parrique déploie sa pensée de la décroissance, non pas pensée comme une austérité liberticide imposée, mais comme un chemin planifié démocratiquement vers une réduction de toutes nos productions, pour non seulement alléger l'empreinte écologique, mais aussi repenser le bien-être des salarié.e.s et des citoyen.ne.s. En s'appuyant sur divers courants alternatifs des années 60 à nos jours, l'auteur envisage donc la décroissance comme un atterrissage, une descente, un régime, une forme de suffisance ou de modération. Son livre se veut comme une invitation à désertier le capitalisme, l'extracivisme et le culte des élus de tout bord pour décroître rapidement et reprendre le contrôle de l'avenir dans la résistance civile. Il pense la décroissance comme une transition vers une économie nouvelle qui inclurait et généraliserait tout ce qui n'est pas marchand, comme le bien être, le bénévolat, la solidarité, le partage, le co-voiturage, la monnaie locale, etc... Une voie nouvelle qui conduirait donc vers un nouveau projet de société dégagé de ses injonctions à la consommation de masse et de son aliénation à la production mortifère. Une société où serait par exemple pénalisé le gaspillage (et sa fiscalité avantageuse), rendu gratuit l'indispensable collectif (transport, banque, énergie, éducation, soins), inscrit dans la loi l'écocide (et le droit au vivant), instauré le référendum d'initiative citoyenne (et la parole conviviale), étendues les coopératives salariales (et le blocage des écarts de salaires), généralisés les budgets participatifs (et les conseils de gestion), prise comme modèle l'agro-écologie (pour mettre fin à l'agro-industrie). Bref, un monde économique nouveau où seraient redéfinis tous les indicateurs de prospérité et de soutenabilité environnementale comme sociale.

Pas si utopiste que cela !

* *Ralentir ou périr*, Timothée Parrique, édition du Seuil, 2022

À lire donc [à écouter ici](#).

JN

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr





Comment s'occuper un dimanche d'élection

François Bégaudeau, Editions Divergences 2022

« Le choix de voter ou non n'est pas un choix politique ». Par conséquent, selon François Bégaudeau, le vote n'est pas un acte politique... Avec ses côtés gentiment provocateurs, ce pétillant petit livre donne une

image du vote plus proche de l'élection de Miss France que d'une prise de position politique. Parfois amusant et irrévérencieux l'auteur n'en démontre pas moins que le système de vote actuel ne se réduit plus qu'à un outil de légitimation du système capitaliste bourgeois, mis en place par la frange la plus favorisée du pays pour cultiver l'entre-soi et maintenir les choses en l'état. Un truc divertissant (mais moins que la coupe du monde de football), coûteux et aussi rabaissant pour l'électeur (qui reconnaît ainsi son incompetence à participer réellement à la gestion de son pays en déléguant cette tâche à une « élite »), mais dont l'enjeu politique n'existe plus. Puisque, au final, le pouvoir sera confié à une assemblée de personnes toutes issus du même sérail, naviguant entre la haute administration et grandes entreprises, et respectant tous une même idéologie afin que surtout rien (d'important) ne change. Alors ? Pourquoi voter ?

Cet ouvrage, entre appel à la révolution contre une mascarade démocratique à bout de souffle et élan vers un désir à peine ébauché de renouvellement de l'outil démocratique afin de favoriser la participation effective d'une majorité de citoyens exprime aussi une volonté d'apaisement entre les deux camps : ceux qui votent ceux qui ne votent pas. « Hélas c'est souvent que je croise des gens qui tiennent le vote pour plus important que le barbecue », nous confie François Bégaudeau. Pourquoi donc se fâcher pour un acte dépourvu d'enjeux, à considérer plus comme un objet de divertissement que politique ?

FR



ART



Désespoir (ou humeur au coucher de soleil)

Edvard Munch, 1892, Huile sur toile. 100 x 81 cm, Stockholm, Thieslka Galleriet

Ce tableau est le premier d'une longue série déployée par Munch entre 1892 et 1910, dont le motif du Cri est devenu iconique. On y retrouve tous les éléments constitutifs de l'étrange vision du peintre : ciel rougeoyant, lignes sinueuses, perspective accélérée du pont, personnage solitaire au premier plan, observateurs et paysages au lointain. Ce tableau trouve son origine dans un événement biographique du peintre qui dans un de ses poèmes dit l'angoisse qu'il l'a un jour saisi, alors que malade et

fatigué il observait un coucher de soleil et que le ciel devint rouge sang. « Un soir, je marchais suivant un chemin. D'un côté, se trouvait la ville, et en dessous de moi, le fjord. J'ai senti passer un cri dans la nature ; il m'a semblé que je pouvais entendre le cri. J'ai



peint ce tableau, peint les nuages comme du véritable sang. Les couleurs hurlaient ». Une œuvre prémonitoire qui fait écho au nouveau mal du siècle de l'éco-anxiété qui accablerait la jeunesse et les esprits en mal de vision pour l'avenir. Encore un de ces concepts du néo-libéralisme malade qui ne s'attache ni aux causes ni aux maux du péril qui nous hante et laisse en plan tout le champ libre des possibles pour agir dans une culpabilité de la catastrophe totalement dépolitisée par les médias mainstream et les psychologues au rabais. Mais revoir chez Munch ce qu'est la mélancolie, l'angoisse, le spleen et les affects de la psyché humaine transposés en peinture, donne des idées, non pas anxieuses mais furieuses, contre les cris étouffés dans nos cœurs. Car c'est à nous, tous ensemble, artistes, écrivains, poètes, citoyens, de transgresser la peur de l'abîme qui est là, pour remettre de la politique dans notre horizon d'attente et des couleurs dans le ciel de nos vies...

A voir : Edvard Munch. Un poème de vie, d'amour et de mort, musée d'Orsay, Paris jusqu'au 22 janvier 2023

JN



POÉSIE



L'essence des choses s'est évaporée
De nos agitations civilisées
De notre industrie névrosée
La guerre aux pieds des pompes
L'heure des règlements de comptes
L'orient ou l'occident où est le roi ?
Le commun ou bien chacun pour soi
Arrêt des raffineries et des cerveaux
A mort ces syndicats scélérats, ces salauds !
Rend moi ma bagnole, mon boulot !
Quand l'inflation rêve de fachos
Du fumier des crises et des empires
S'éveillent les fantômes, les vampires
Le rêve petit bourgeois de charognes autoritaires
De Pékin à Moscou l'illusion identitaire

GE



OURS



Grand chef de la rédaction : Attac93sud

Ont été exploités pour ce numéro : Pascal Collemine, Guillaume Ernika, Jean Noviel, François Rébufat, Daniel Rome.

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr> contact@attac93sud.fr